

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et
du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 TARBES

Tarbes, le 03/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SCA QUALISOL
Route de Mauvezin
32120 Monfort

Références : 2024-0294_dp

Code AIOT : 0006807645

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement SCA QUALISOL implanté Route de Mauvezin 32120 Monfort.

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA QUALISOL
- Route de Mauvezin 32120 Monfort
- Code AIOT : 0006807645 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Société Coopérative Agricole (S.C.A.) QUALISOL exploite sur la commune de MONFORT un site de

stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuse. Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 23 janvier 2024, le site est soumis pour l'activité de stockage de céréales (rubrique 2160-2) au régime de l'autorisation et à déclaration au titre des rubriques 2260, 4718 et 1510.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024
- Rejets atmosphériques et aqueux
- équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites

(mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité (Rubrique 2171)	Décret du 19/08/2021, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
6	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
7	PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
8	PREVENTION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.9	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.7	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
10	PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.6	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

11	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.9.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
12	Equipements Sous Pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
13	Echéancier de mise en conformité	AP Complémentaire du 23/01/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 3.2.3	
3	Protection des ressources en eaux et des milieu Aquatiques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.5	
4	Protection des ressources en eaux et des milieu Aquatiques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.9	
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 5.17	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de faire un point sur l'échéancier de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024 : il a notamment pu être constaté que certaines non-conformités n'ont pas été levées à l'échéance fixée par l'arrêté. De ce fait, il est proposé à Monsieur le préfet des suites administratives.


L'inspection a permis de constater un certain nombre de non conformités pour lesquelles il est demandé une mise en conformité sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Cessation d'activité (Rubrique 2171)

Référence réglementaire : Décret du 19/08/2021, article 6
Thème(s) : Autre - Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 -Modifié par Décret n°2021-1096 du 19 août 2021 - art. 6 I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a plus d'activité 2171 sur le site, les engrais étaient stockés dans le bâtiment de tri et d'ensachage actuel. L'inspection rappelle, que conformément à l'article R.512-39-1, cette cessation d'activité aurait dû être notifiée par Qualisol au préfet trois mois au moins avant celle-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit être notifié au préfet la cessation de l'activité de la rubrique 2171.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 2 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites des concentrations dans les rejets
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes : Pour les conduits n°1, 2 et 3 (reliés aux dispositifs de dépoussiérage)= 20mg/Nm ³ Flux 1kg/h. Pour les conduits n°4 (reliés aux séchoirs)= Poussières 150 mg/m ³ – Oxydes d'azote (NO ₂) 600 mg/m ³ et Flux de 1 kg/h. L'exploitant doit effectuer au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministère de l'environnement une mesure du débit rejeté et des teneurs des concentrations et le résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.
Constats : Les analyses des rejets ont été réalisées par la société APAVE, le rapport des analyses en date du 26 octobre 2023 ne mentionne aucune non-conformité. Les valeurs limites des concentrations mesurées, sont en dessous des seuils mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 30/07/2012.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieu Aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques - Caractéristiques générales des rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température <30°C Ph entre 5,5 et 8,5 MES 100 mg/l DCO 300 mg/l Hydrocarbures 10 mg/l
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle de décembre 2023 de la société Phyto Control concernant les deux points de rejets (au droit du bassin de rétention et de la route départementale). Les deux rapports de contrôle à savoir l'analyse au droit de rejet du bassin de rétention des eaux pluviales et l'analyse au droit de rejet sur le domaine public départemental, ne font état d'aucun dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieu Aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques - Entretien et maintenance des ouvrages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien des ouvrages consistera à :</p> <p>Tonte du bassin – deux fois par an minimum</p> <p>Manoeuvre et graissage du volant de la vanne murale – deux fois par an minimum</p> <p>Contrôle visuel de l'ouvrage de régulation – 1 fois par mois</p> <p>Nettoyage de la décantation de l'ouvrage de régulation – deux fois par minimum et après chaque épisode pluvieux exceptionnel</p> <p>Vidange des séparateurs à hydrocarbures – au moins une fois par an</p> <p>Curage exceptionnel après une pollution accidentelle</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de traçabilité des entretiens du site.</p> <p>Les séparateurs hydrocarbures font l'objet d'un entretien et d'une vidange tous les 6 mois, les derniers entretiens ont été réalisés le 19/06/2023 et le 13/12/2023.</p> <p>Les bons de gestion de suivi des déchets sont reportés sur la plateforme Trackdéchets, le bon concernant les déchets du dernier entretien des dispositifs de traitement des eaux pluviales est le n°: BSD20231213-2CB27JSRQ.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 5.17
Thème(s) : Risques chroniques - Suivi des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets.</p> <p>Dénomination et code du déchet selon la nomenclature – la quantité – la date d'enlèvement – le nom du transporteur – nom et adresse de l'installation destinataire qui assure le traitement final – date d'admission et de traitement par l'installation susvisée – désignation du ou des modes de traitement final et le cas échéant des modes de transformation intermédiaire – numéro du ou des bordereaux de suivi.</p> <p>L'exploitant tient à jour le récapitulatif des opérations de traitement des déchets ayant en lieu dans l'année. Il conserve au moins 3 ans et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que tous les déchets dangereux sont déclarés sur trackdéchets.</p> <p>Qualisol a ouvert et projeté en salle (informatiquement) les bordereaux des derniers suivis des déchets, l'inspection a pu constater que les déchets dangereux du site sont déclarés régulièrement sur Trackdéchets.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Niveau acoustiques
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. En cas de dépassement , l'exploitant doit proposer un programme d'actions correctives et mettre en place des mesures compensatoires afin d'être en conformité avec la réglementation.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport des dernières mesures acoustiques en date du 7 novembre 2023 réalisées par la société APAVE. Il manque un point de mesure par rapport à l'annexe de l'arrêté du 30/07/2012. Le point de contrôle n°3 fait état de dépassement des niveaux sonores admissibles mentionnés à l'article 6.2.3. L'exploitant indique que le dépassement des limites admissibles du point n°3 serait dû a des manœuvres d'une benne mobile de camion situées à proximité du point de mesure. L'inspection rappelle que l'exploitant doit proposer un programme d'actions correctives. Il est à noter qu'à ce jour, il n'y a pas de plainte du voisinage concernant les nuisances sonores. Pour autant: - Tous les points de mesures lors des prochaines campagne de mesures devront être conformes aux points de l'annexe de l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les mesures mises en place pour éviter le dépassement des valeurs limites au droit du point n°3 qui pourraient être (consignes concernant les manœuvres des bennes, déplacement des bennes etc....).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 7 : PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels - Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et des procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'accident grave ou d'accident. Les consignes de sécurités sont tenues à jours à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les consignes de sécurité et des procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer ainsi que l'entretien. Qualisol tient à jour un registre des actions réalisées et des contrôles effectués. Lors de la visite d'inspection, un test sur les capteurs d'alignement d'un des tapis de convoyeur a été réalisé au droit du silo bio n°2. Ce test a mis en avant le non-fonctionnement de ces derniers, pour autant sur le registre l'inspection a constaté que ces derniers auraient été contrôlés le 13 février 2024 et aucun dysfonctionnement de mentionner sur le registre. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'entretien et les procédures d'exploitation sont réalisées sérieusement, il serait peut être opportun que le nom de la personne ou de la société ayant réalisée l'entretien ou les tests de bon fonctionnement soit mentionné dans le registre de suivi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du bon fonctionnement des capteurs d'alignement des tapis convoyeur du silo bio n°2 avant la prochaine campagne. L'exploitant doit préciser les mesures correctives mises en place pour garantir un entretien et des contrôles de qualités qui pourraient être (nom et visa de la personne ayant réalisé le test, mise en place de contrôles interne inopinés par l'animateur sécurité, le tout tracé sur le registre etc.....)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 8 : PREVENTION DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.9
Thème(s) : Risques accidentels - Rétentions
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : L'inspection a constaté que les produits phytosanitaires et dangereux pour l'environnement ne sont pas stockés sous rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une rétention et préciser le volume au niveau du local de stockage des produits phytosanitaires et dangereux pour l'environnement.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 Mois


N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels - Mesures de prévention auto-échauffement
Prescription contrôlée : Cellules de stockage silo 1, 2 et 3 Sondes thermométriques fixes Avec report d'alarme visuelle et sonore automatique au poste de commande en cas de dérive. Le relevé de température est périodique, selon la fréquence déterminée par l'exploitant et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les seuils d'alarme sont prédéterminés et repris dans une consigne et des procédures d'intervention sont rédigés en cas de phénomène d'auto-échauffement et communiquées aux services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes thermométriques fixes (étalonnages, maintenance préventive....). Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel dans l'ensemble des silos pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.
Constats : L'inspection a constaté la présence de sondes thermométriques au niveau des trois bâtiments qui sont reliées à une centrale avec enregistrement automatique. Une procédure n° PRO-sec-401-A du 13 juin 2023 précise les consignes d'exploitation contre le risque d'échauffement et cette dernière est consultable et à disposition du personnel responsable des silos. L'inspection rappelle que les sondes thermométriques doivent faire l'objet d'un étalonnage, d'une maintenance préventive le tout tracé dans un registre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une procédure et un programme d'étalonnage des sondes de températures.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 10 : PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels - Nettoyage des locaux
Prescription contrôlée : Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations et à minima dans la tour de manutention et les espaces sur et sous-cellules
Constats : L'inspection a constaté au droit du silo bio n°1 l'absence de repères peints sur le sol afin de pouvoir évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier la mise en place de repères peints sur le sol au droit du silo bio n°1
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 11 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.9.2
Thème(s) : Risques accidentels - Protection contre le foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'A.R.F., E.T., la notice technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Le rapport du bureau APAVE du 9 juin 2023 concernant le contrôle des dispositifs de protection et de prévention contre la foudre mentionne une non conformité (protection de câble et façade détériorée). L'exploitant indique que cette non conformité n'a pas été levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier la levée de la non-conformité mentionnée dans le rapport du 9 juin 2023.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 12 : Equipements Sous Pression (ESP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels - ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Article L557-28 : En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.

Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste à jour complète des ESP du site comprenant les éléments suivants: type, régime de surveillance, date de la prochaine inspection, de la prochaine requalification....

L'exploitant a tenu à préciser que l'ensemble des réservoirs du site ont été remplacés en lieu et place d'une réalisation d'une requalification. Pour autant lors de la visite, il a été constaté que des réservoirs d'air comprimé notamment au niveau du silo bio n°2 n'étaient pas à jour des vérifications prévues à l'arrêté du 20/11/2017. L'exploitant indique que c'est un oubli, il s'est engagé à se mettre en conformité concernant les inspections ou les requalifications nécessaires ou bien à remplacer ces appareils ou en mettant ces derniers hors service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une liste à jour de l'ensemble des ESP du site conformément à l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017 et justifier des opérations de contrôle ou de la mise hors service des appareils du silo n°2 qui n'étaient pas à jour au niveaux des vérifications.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 13 : Echancier de mise en conformité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/01/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative - Echancier
Prescription contrôlée : Prescriptions à mettre en œuvre au plus tard le 1 juin 2024: Mise en place d'extincteurs de grande capacité Mise en place d'une réserve d'eau supplémentaire de 360 m3 à moins de 100m
Constats : L'inspection a constaté la présence d'extincteurs de grande capacité. Concernant la réserve d'eau supplémentaire, celle ci n'a pas été mise en place. L'exploitant indique qu'il envisage l'installation de panneaux photovoltaïques et qu'un porter à connaissance va être transmis au préfet du Gers d'ici fin juin 2024. Ce projet va impacter les volumes d'eau de défense incendie, l'exploitant souhaite un délai supplémentaire afin de mettre en place un volume prenant en compte les besoins supplémentaires lié à son projet. Considérant que le site ne dispose pas actuellement de moyens suffisants pour la lutte contre un incendie, que l'échéance du 01 juin 2024 est dépassée, une mise en demeure est proposée afin d'acter un nouveau délai pour la mise en service de la réserve d'eau: ce délai supplémentaire prend en compte les modifications à apporter suite au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois